

Zakat et inflation : un mécanisme de stabilisation macroéconomique des prix

Zakat and inflation: a macroeconomic price-stabilization mechanism.

Auteur 1 : KNINIR Khadija.

Auteur 2 : AMEDJAR Mohamed.

Auteur 2 : GHANDARI Youssef.

KNINIR Khadija (Doctorant à l'ENCG de Settati, Université Hassan premier, Maroc)

AMEDJAR Mohamed (Enseignant chercheur à la FSJES de Casablanca, Université Hassan II, Maroc)

GHANDARI Youssef (Enseignant chercheur à l'ENCG de Settati, Université Hassan premier, Maroc)

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : KNINIR .Kh, AMEDJAR .M & GHANDARI .Y (2026) « Zakat et inflation : un mécanisme de stabilisation macroéconomique des prix », African Scientific Journal « Volume 03, Num 35 » pp: 3001– 3022.



DOI : 10.5281/zenodo.20210897

Copyright © 2026 – ASJ



Résumé

Cet article examine le rôle de la zakat en tant que mécanisme de stabilisation macroéconomique et de régulation des pressions inflationnistes dans un contexte marqué par l'instabilité des prix et les limites des politiques économiques conventionnelles. À travers une approche théorique et analytique, l'étude met en évidence les principaux canaux de transmission par lesquels la zakat influence la dynamique inflationniste : réduction de la thésaurisation, amélioration de la circulation monétaire et redistribution des ressources vers les ménages à forte propension marginale à consommer. L'analyse montre que la zakat contribue à un rééquilibrage entre l'offre et la demande, limitant ainsi les déséquilibres structurels susceptibles d'alimenter l'inflation. En outre, sa fonction redistributive permet de réduire les inégalités économiques, renforçant la stabilité sociale et macroéconomique. Les résultats suggèrent que la zakat peut être considérée comme un stabilisateur automatique complémentaire aux politiques monétaires et budgétaires, à condition d'être intégrée dans un cadre institutionnel efficace et transparent.

Mots clés : zakat ; inflation ; stabilité des prix ; stabilisation macroéconomique ; redistribution

Abstract

This paper examines the role of zakat as a macroeconomic stabilization mechanism and a tool for regulating inflationary pressures in a context characterized by price instability and the limitations of conventional economic policies. Using a theoretical and analytical approach, the study identifies the main transmission channels through which zakat influences inflation dynamics, including the reduction of wealth hoarding, the improvement of money circulation, and the redistribution of resources toward households with a higher marginal propensity to consume. The analysis shows that zakat contributes to rebalancing supply and demand, thereby reducing structural imbalances that may generate inflationary pressures. Furthermore, its redistributive function helps mitigate economic inequalities, enhancing both social and macroeconomic stability. The findings suggest that zakat can be considered an automatic stabilizer complementing monetary and fiscal policies, provided it operates within an efficient, transparent, and well-governed institutional framework (Chapra, 2000).

Keywords: zakat; inflation; price stability; macroeconomic stabilization; redistribution

Introduction

L'inflation constitue aujourd'hui l'un des défis macroéconomiques les plus complexes auxquels sont confrontées les économies contemporaines, aussi bien dans les pays développés que dans les économies émergentes. Elle se traduit par une augmentation généralisée et persistante du niveau des prix, provoquant une diminution du pouvoir d'achat des ménages, une dégradation des conditions de vie et une instabilité économique susceptible d'affecter durablement la croissance et la cohésion sociale (Blanchard, 2017). Depuis la crise sanitaire de la COVID-19, les tensions inflationnistes se sont intensifiées à l'échelle mondiale sous l'effet combiné des perturbations des chaînes d'approvisionnement, des politiques monétaires expansionnistes, de la hausse des prix de l'énergie ainsi que des conflits géopolitiques internationaux (IMF, 2023 ; World Bank, 2024). Dans plusieurs économies, cette situation a conduit à une augmentation significative du coût de la vie et à un affaiblissement du niveau de consommation des ménages les plus vulnérables.

Traditionnellement, la lutte contre l'inflation repose principalement sur les instruments de politique monétaire et budgétaire. Les banques centrales interviennent à travers le relèvement des taux d'intérêt, le contrôle de la masse monétaire et les mécanismes de régulation du crédit, tandis que les gouvernements utilisent les outils fiscaux et budgétaires afin de réduire les déséquilibres macroéconomiques (Mankiw, 2018). Toutefois, malgré leur importance, ces politiques présentent plusieurs limites. Les politiques monétaires restrictives peuvent ralentir l'investissement productif, réduire l'activité économique et accroître le chômage, tandis que les politiques budgétaires d'austérité risquent d'aggraver les inégalités sociales et la précarité économique (Stiglitz, 2012 ; Krugman, 2020). De plus, leur efficacité demeure parfois limitée face aux chocs inflationnistes structurels ou exogènes liés aux marchés internationaux des matières premières, aux crises énergétiques ou aux perturbations logistiques mondiales.

Dans ce contexte, la recherche de mécanismes alternatifs de stabilisation macroéconomique apparaît de plus en plus nécessaire, notamment ceux capables d'intégrer simultanément des dimensions économiques, sociales et redistributives. L'économie islamique propose à cet égard plusieurs instruments fondés sur les principes d'équité, de solidarité et de justice distributive, parmi lesquels la zakat occupe une place centrale (Chapra, 2000). En tant qu'obligation financière religieuse portant sur certaines formes de richesse, la zakat vise à assurer une redistribution plus équitable des ressources au sein de la société et à limiter la concentration excessive des richesses (Kahf, 1999). Au-delà de sa dimension spirituelle et sociale, elle peut

également produire des effets économiques significatifs à travers la stimulation de la consommation, la réduction de la thésaurisation et l'amélioration de la circulation monétaire (Dusuki, 2008 ; Ascarya, 2022).

Plusieurs recherches récentes en économie islamique soulignent que la zakat peut contribuer à la stabilité macroéconomique en soutenant la demande effective des ménages à faible revenu, en renforçant l'inclusion financière et en réduisant certaines formes de déséquilibres économiques (Ismail et Shaikh, 2017 ; BAZNAS, 2023). Dans les pays ayant institutionnalisé les mécanismes de collecte et de distribution de la zakat, notamment la Malaisie, l'Indonésie et certaines économies du Golfe, plusieurs études mettent en évidence son rôle dans l'atténuation de la pauvreté et dans le soutien à l'activité économique locale (Ahmed, 2021 ; UNDP, 2023). Cependant, la relation entre zakat et inflation demeure encore relativement peu explorée dans la littérature académique, particulièrement sous l'angle des mécanismes de stabilisation des prix et de régulation macroéconomique.

Dans cette perspective, la problématique centrale de cette recherche peut être formulée comme suit : dans quelle mesure la zakat peut-elle constituer un mécanisme efficace de stabilisation macroéconomique et de réduction des pressions inflationnistes ? Afin de répondre à cette question, l'étude avance trois hypothèses principales : (H1) la zakat contribue à la stabilité des prix à travers la réduction de la thésaurisation et la stimulation de la circulation monétaire ; (H2) la zakat favorise l'équilibre entre l'offre et la demande en transférant les ressources vers les ménages ayant une forte propension marginale à consommer ; (H3) la zakat agit comme un stabilisateur automatique susceptible d'atténuer les fluctuations du cycle économique.

L'objectif principal de cette recherche est d'analyser le rôle potentiel de la zakat en tant qu'instrument alternatif de stabilisation macroéconomique capable de contribuer à la maîtrise des tensions inflationnistes tout en renforçant la justice distributive et la cohésion sociale. Plus spécifiquement, l'étude cherche à examiner les mécanismes théoriques par lesquels la zakat peut influencer la circulation monétaire, la demande globale, la redistribution des revenus et l'équilibre macroéconomique.

La méthodologie adoptée repose sur une approche théorique et analytique mobilisant les contributions de la littérature en économie conventionnelle et en économie islamique. L'analyse s'appuie également sur certains mécanismes issus de la théorie keynésienne, notamment le modèle du multiplicateur, afin d'examiner les canaux de transmission potentiels entre la zakat, la consommation, l'activité économique et la stabilité des prix (Mankiw, 2018). Des références

empiriques récentes ainsi que certaines expériences internationales liées aux systèmes institutionnalisés de zakat sont également mobilisées afin d'enrichir l'analyse.

L'article est structuré en trois parties complémentaires. La première partie présente les fondements théoriques de l'inflation, les mécanismes conventionnels de stabilisation macroéconomique ainsi que les principes économiques de la zakat. La deuxième partie analyse les mécanismes de transmission de la zakat vers la stabilité des prix à travers une approche analytique et macroéconomique. Enfin, la troisième partie examine certaines expériences internationales et discute les implications économiques et politiques liées à l'intégration de la zakat dans les stratégies contemporaines de stabilisation macroéconomique.

1. Fondements théoriques : inflation, zakat et mécanismes de stabilisation

1.1. Compréhension économique de l'inflation

L'inflation constitue l'un des phénomènes macroéconomiques les plus étudiés en raison de ses répercussions directes sur la stabilité économique, le pouvoir d'achat des ménages et les équilibres sociaux. Elle est généralement définie comme une augmentation soutenue et cumulative du niveau général des prix des biens et services au sein d'une économie durant une période donnée, entraînant une diminution du pouvoir d'achat de la monnaie (Mankiw, 2018). Cette définition met en évidence le caractère dynamique et durable de l'inflation, qui ne doit pas être confondue avec une simple hausse ponctuelle ou sectorielle des prix. En effet, l'inflation implique un processus global affectant progressivement l'ensemble des agents économiques, notamment les consommateurs, les entreprises, les investisseurs et les pouvoirs publics.

Sur le plan économique, l'inflation influence profondément les comportements de consommation, d'épargne et d'investissement. Une inflation modérée peut parfois stimuler l'activité économique en encourageant la consommation et en réduisant le poids réel de certaines dettes. Toutefois, lorsque son niveau devient élevé ou instable, elle engendre des effets négatifs importants, notamment la détérioration du pouvoir d'achat, l'incertitude économique, la baisse de l'investissement productif ainsi qu'une aggravation des inégalités sociales (Blanchard, 2017). Les ménages à revenu faible ou fixe sont particulièrement vulnérables à l'inflation dans la mesure où l'augmentation des prix réduit leur capacité d'accès aux biens essentiels tels que l'alimentation, le logement et les services de santé.

Depuis les crises économiques et sanitaires récentes, la question inflationniste a retrouvé une place centrale dans les débats macroéconomiques mondiaux. La pandémie de la COVID-19, suivie des perturbations des chaînes d'approvisionnement internationales et des tensions géopolitiques liées notamment au conflit russo-ukrainien, a provoqué une résurgence de l'inflation dans plusieurs économies avancées et émergentes (IMF, 2023). La hausse des prix de l'énergie, des matières premières et des produits alimentaires a contribué à intensifier les pressions inflationnistes à l'échelle mondiale, poussant les banques centrales à adopter des politiques monétaires restrictives caractérisées par une augmentation rapide des taux d'intérêt (World Bank, 2024). Dans plusieurs pays, cette situation a conduit à un ralentissement économique, à une diminution de l'investissement et à une dégradation du niveau de vie des populations les plus vulnérables.

L'analyse théorique de l'inflation repose sur plusieurs approches économiques complémentaires. Dans la perspective keynésienne, l'inflation résulte principalement d'un excès de demande globale par rapport à la capacité productive de l'économie. Lorsque la demande des ménages, des entreprises ou de l'État augmente plus rapidement que l'offre disponible, les producteurs tendent à augmenter les prix afin d'équilibrer le marché (Blanchard & Johnson, 2013). Cette forme d'inflation, qualifiée « une inflation par la demande », apparaît généralement dans les périodes de forte croissance économique et de réduction du chômage.

À l'inverse, l'approche monétariste développée notamment par Friedman considère que l'inflation est avant tout un phénomène monétaire. Selon cette perspective, une croissance excessive de la masse monétaire par rapport à la production réelle entraîne mécaniquement une augmentation généralisée des prix (Friedman, 1963). Cette approche accorde ainsi un rôle central aux banques centrales dans le contrôle de l'inflation à travers la régulation de la quantité de monnaie en circulation et l'ajustement des taux d'intérêt. Friedman résume cette idée à travers sa célèbre affirmation selon laquelle « l'inflation est toujours et partout un phénomène monétaire ».

D'autres approches mettent l'accent sur les facteurs structurels et les coûts de production. L'inflation par les coûts apparaît lorsque les entreprises répercutent la hausse des coûts des matières premières, de l'énergie, des salaires ou des importations sur les prix de vente des biens et services (Krugman, 2020). Cette situation est particulièrement observable dans les économies dépendantes des importations énergétiques ou alimentaires. Par ailleurs, certaines analyses contemporaines soulignent que les phénomènes inflationnistes actuels résultent souvent d'une

combinaison complexe de facteurs monétaires, structurels, géopolitiques et financiers, rendant leur maîtrise plus difficile qu'auparavant (OECD, 2023).

L'inflation peut également être analysée sous l'angle de ses effets redistributifs. En réduisant la valeur réelle des revenus fixes et de l'épargne monétaire, elle tend à accentuer les disparités économiques et sociales, notamment dans les contextes où les mécanismes de protection sociale restent limités (Stiglitz, 2012). Les catégories sociales les plus vulnérables subissent davantage les conséquences de la hausse des prix, tandis que certains détenteurs d'actifs réels ou financiers peuvent bénéficier d'une revalorisation de leur patrimoine. Cette dimension redistributive explique pourquoi plusieurs économistes considèrent aujourd'hui la lutte contre l'inflation non seulement comme un objectif de stabilité macroéconomique, mais également comme un enjeu de justice sociale et de cohésion économique (Krugman, 2020 ; IMF, 2023).

1.1.1 Définition et typologies de l'inflation

L'inflation peut être classée en plusieurs catégories selon ses causes, ses mécanismes de transmission et ses effets sur l'économie. Cette distinction permet de mieux comprendre l'origine des tensions inflationnistes ainsi que les politiques économiques susceptibles d'être mobilisées pour les contenir. Les économistes distinguent principalement l'inflation par la demande, l'inflation par les coûts et l'inflation structurelle, auxquelles s'ajoutent parfois d'autres formes contemporaines liées aux crises financières, énergétiques ou géopolitiques (Blanchard, 2017 ; OECD, 2023).

La première forme est l'inflation par la demande (demand-pull inflation), qui apparaît lorsque la demande globale excède la capacité productive de l'économie. Dans cette situation, l'augmentation de la consommation des ménages, des dépenses publiques ou de l'investissement entraîne une pression croissante sur les capacités de production disponibles, provoquant une hausse généralisée des prix (Mankiw, 2018). Cette forme d'inflation est généralement observée durant les périodes de forte croissance économique, lorsque l'augmentation des revenus et l'accès facilité au crédit stimulent la demande intérieure. Selon l'analyse keynésienne, cette dynamique inflationniste résulte d'un déséquilibre entre une demande agrégée croissante et une offre productive insuffisamment flexible pour y répondre rapidement (Blanchard & Johnson, 2013). Toutefois, une inflation modérée liée à la demande peut parfois être considérée comme le signe d'une activité économique dynamique et d'un faible niveau de chômage.

La seconde catégorie correspond à l'inflation par les coûts, également appelée inflation « cost-push ». Elle résulte d'une augmentation des coûts de production supportés par les entreprises, notamment les salaires, les matières premières, l'énergie ou les coûts d'importation, que les producteurs répercutent progressivement sur les prix de vente afin de préserver leurs marges bénéficiaires (Krugman, 2020). Contrairement à l'inflation par la demande, cette forme d'inflation peut se produire même dans des contextes de faible croissance économique ou de ralentissement de la demande. Les chocs pétroliers constituent l'un des exemples les plus emblématiques de cette inflation, notamment lors des crises énergétiques internationales ayant provoqué une hausse importante des prix dans plusieurs économies mondiales (IMF, 2023). Plus récemment, les perturbations des chaînes logistiques mondiales après la pandémie de la COVID-19 ainsi que les tensions géopolitiques internationales ont fortement contribué à l'augmentation des coûts de production et des prix alimentaires et énergétiques (World Bank, 2024).

Enfin, l'inflation structurelle est liée à des déséquilibres profonds et persistants au sein de l'économie. Elle résulte généralement de rigidités institutionnelles, d'un manque de concurrence, de dysfonctionnements des marchés, de déséquilibres sectoriels ou encore d'une faible productivité dans certains secteurs stratégiques (Stiglitz, 2012). Cette forme d'inflation est particulièrement présente dans certaines économies en développement caractérisées par des contraintes structurelles affectant l'offre productive, les infrastructures ou les systèmes de distribution. Contrairement aux autres formes d'inflation, l'inflation structurelle ne peut être maîtrisée uniquement à travers des politiques monétaires restrictives. Elle nécessite souvent des réformes économiques profondes portant sur l'amélioration de la productivité, la modernisation des infrastructures, le renforcement de la concurrence et la réduction des déséquilibres institutionnels (OECD, 2023).

Par ailleurs, les analyses économiques contemporaines montrent que les épisodes inflationnistes actuels résultent fréquemment d'une combinaison de plusieurs formes d'inflation. Les tensions inflationnistes observées dans l'économie mondiale depuis 2021 illustrent cette réalité multidimensionnelle, où les facteurs monétaires, énergétiques, géopolitiques et structurels interagissent simultanément (IMF, 2023). Cette complexité explique pourquoi les politiques conventionnelles de lutte contre l'inflation rencontrent parfois des limites importantes, notamment lorsqu'elles reposent exclusivement sur les instruments monétaires classiques. Dès lors, plusieurs chercheurs soulignent la nécessité d'explorer des mécanismes complémentaires

intégrant des dimensions redistributives et sociales afin de réduire les déséquilibres économiques de manière plus durable et inclusive (Stiglitz, 2012 ; Ascarya, 2022).

1.1.2 Conséquences macroéconomiques de l'inflation

L'inflation a des répercussions importantes sur l'économie et la société. L'un de ses effets les plus immédiats est la dégradation du pouvoir d'achat des ménages, en particulier pour les catégories à revenu fixe, qui ne peuvent ajuster leurs revenus en fonction de la hausse des prix (Blanchard, 2017). Cette situation entraîne une diminution du niveau de vie et peut accentuer les inégalités sociales.

Par ailleurs, l'inflation génère une incertitude économique qui affecte les décisions d'investissement et d'épargne. Les entreprises peuvent hésiter à investir en raison de l'instabilité des prix, tandis que les ménages peuvent privilégier des actifs spéculatifs au détriment de l'épargne productive (Stiglitz, 2012). Cette incertitude réduit l'efficacité des mécanismes de marché et peut freiner la croissance économique.

Enfin, l'inflation peut provoquer des déséquilibres sociaux en accentuant les disparités de revenus et en générant des tensions entre les différentes catégories de la population. Les ménages les plus vulnérables sont particulièrement exposés, car ils consacrent une part importante de leur revenu à la consommation de biens essentiels, dont les prix sont souvent les plus sensibles à l'inflation (Mankiw, 2018).

1.2. Définition et fondements conceptuels de la zakat

1.2.1. Définition de la zakat

La zakat est définie dans la jurisprudence islamique comme un prélèvement annuel obligatoire sur les richesses détenues au-delà d'un seuil minimal appelé *nisâb*. Ce prélèvement est destiné à être redistribué à des catégories spécifiques de bénéficiaires, telles que les pauvres, les indigents et les personnes endettées (Kahf, 1999). Au-delà de sa dimension religieuse, la zakat constitue un mécanisme économique visant à purifier la richesse et à renforcer la solidarité sociale (Ahmed, 2004).

D'un point de vue économique, la zakat s'apparente à un mécanisme de transfert de revenus comparable à certains dispositifs fiscaux modernes, mais elle s'en distingue par sa finalité explicitement redistributive et éthique (Chapra, 2002). Contrairement à l'impôt classique, la zakat repose sur des principes normatifs visant à réduire les inégalités et à promouvoir une

répartition équitable des ressources. Cette double dimension confère à la zakat un rôle central dans la régulation des déséquilibres économiques.

1.2.2. Objectifs économiques et sociaux de la zakat

La zakat poursuit plusieurs objectifs fondamentaux à la fois économiques, sociaux et éthiques, ce qui explique sa place centrale dans le système économique islamique. Au-delà de sa dimension religieuse, elle constitue un instrument institutionnalisé de redistribution des richesses et de régulation socio-économique visant à promouvoir la justice distributive et la stabilité économique (Chapra, 2000). Dans la littérature contemporaine en économie islamique, la zakat est de plus en plus analysée comme un mécanisme capable de contribuer simultanément à la réduction des inégalités, à la stimulation de l'activité économique et au renforcement de la cohésion sociale (Ascarya, 2022 ; Ismail & Shaikh, 2017).

Le premier objectif fondamental de la zakat est la redistribution des richesses. À travers le transfert obligatoire d'une partie des ressources détenues par les catégories les plus aisées vers les populations vulnérables, la zakat vise à réduire les disparités économiques et à assurer un niveau minimal de bien-être aux individus les plus défavorisés (Chapra, 2000). Cette fonction redistributive permet non seulement de limiter la concentration excessive des richesses, mais également de renforcer l'inclusion économique et sociale des catégories marginalisées. Plusieurs études récentes montrent que les systèmes institutionnalisés de zakat dans certains pays musulmans, notamment en Malaisie et en Indonésie, ont contribué à l'amélioration des conditions de vie des ménages pauvres et à la réduction de certaines formes de pauvreté multidimensionnelle (Ahmed, 2021 ; BAZNAS, 2023).

Le deuxième objectif de la zakat réside dans la stimulation de la circulation des richesses et la limitation de la thésaurisation. En imposant un prélèvement régulier sur les actifs non productifs et les avoirs inutilisés, la zakat incite les agents économiques à mobiliser leurs ressources dans des activités productives plutôt qu'à conserver la richesse sous forme inactive (Kahf, 1999). Ce mécanisme favorise la fluidité de la circulation monétaire et soutient l'investissement ainsi que la consommation au sein de l'économie. Selon plusieurs analyses contemporaines, cette dynamique peut contribuer à renforcer la demande effective, à stimuler l'activité économique et à limiter certains déséquilibres liés à la concentration excessive du capital (Yusoff, 2022 ; Ascarya, 2022). Ainsi, la zakat participe indirectement à la dynamisation du tissu économique tout en encourageant une utilisation plus efficiente des ressources financières.

Le troisième objectif concerne la stabilisation macroéconomique. La zakat agit comme un mécanisme redistributif automatique capable de soutenir les ménages à faible revenu durant les périodes de ralentissement économique, contribuant ainsi à maintenir un certain niveau de consommation et de demande globale (Chapra, 2000). En période d'expansion économique, elle permet également de limiter l'accumulation excessive des richesses et certains déséquilibres liés à la spéculation ou à la thésaurisation. Cette fonction rapproche la zakat de certains mécanismes contemporains de stabilisateurs automatiques utilisés dans les économies modernes, tels que les transferts sociaux et les systèmes de redistribution fiscale (Dusuki, 2008). Dans cette perspective, plusieurs chercheurs considèrent aujourd'hui la zakat comme un instrument potentiel de stabilité macroéconomique susceptible de compléter les politiques économiques conventionnelles (Ismail & Shaikh, 2017 ; UNDP, 2023).

Enfin, la zakat poursuit un objectif de justice sociale et de solidarité collective. Elle constitue un mécanisme institutionnalisé de solidarité entre les différentes catégories sociales et reflète les principes d'équité et de responsabilité sociale promus par l'économie islamique (Ahmed, 2004). À travers la prise en charge des populations vulnérables, la zakat contribue à la réduction de la pauvreté, à l'amélioration du bien-être collectif ainsi qu'au renforcement de la cohésion sociale. Cette dimension sociale et morale explique pourquoi plusieurs organisations internationales et institutions de finance islamique considèrent aujourd'hui la zakat comme un levier important de développement humain durable et d'inclusion socio-économique (OIC, 2022 ; UNDP, 2023). Dans ce cadre, la zakat apparaît non seulement comme une obligation religieuse, mais également comme un instrument économique et social susceptible de participer à la réalisation d'un développement plus équilibré et inclusif.

1.2.3. Les catégories de bénéficiaires et typologie de la zakat

Le cadre théorique de la zakat repose sur une définition précise des catégories de bénéficiaires, qui reflète une approche multidimensionnelle de la pauvreté. Classiquement, la zakat est destinée à huit catégories principales : les pauvres (*fuqarâ'*), les indigents (*masâkîn*), les collecteurs de la zakat, les personnes à réconcilier, les affranchissements, les personnes endettées, ceux qui œuvrent dans la voie de Dieu et les voyageurs en difficulté (Kahf, 1999). Cette classification met en évidence une conception élargie de la vulnérabilité économique, incluant des dimensions sociales, institutionnelles et conjoncturelles (Chapra, 2000).

L'identification rigoureuse des bénéficiaires est essentielle pour garantir l'efficacité du système de zakat. Une mauvaise allocation des ressources peut réduire son impact, tandis qu'une distribution ciblée permet de maximiser ses effets redistributifs et stabilisateurs (Ahmed, 2004). Cette exigence souligne l'importance de la gouvernance et de l'organisation institutionnelle dans la gestion de la zakat.

La zakat se décline en plusieurs formes selon la nature des richesses concernées. La forme la plus répandue est la zakat sur les avoirs financiers, qui s'applique aux liquidités, à l'épargne et aux actifs financiers détenus au-delà du *nisâb*, généralement à un taux de 2,5 % (Kahf, 1999). Cette forme constitue la base du système de zakat dans les économies contemporaines.

Une autre forme importante est la zakat sur les activités commerciales, qui concerne les biens destinés à la vente et les stocks détenus par les entreprises. Elle permet d'intégrer le secteur productif dans le mécanisme de redistribution, en prélevant une part des profits générés par l'activité économique (Chapra, 2000). Cette dimension relie la zakat à la dynamique économique globale et renforce son potentiel de stabilisation.

La zakat agricole constitue également une composante essentielle, appliquée aux productions agricoles selon des modalités spécifiques liées aux conditions d'irrigation (Ahmed, 2004). Elle reflète l'importance du secteur primaire dans les économies traditionnelles et contribue à la redistribution des revenus dans les zones rurales.

Enfin, la zakat al-fitr, versée à la fin du mois de Ramadan, représente une forme particulière visant à assurer un minimum de subsistance à l'ensemble des membres de la communauté (Iqbal & Mirakhor, 2011). Bien que distincte des autres formes de zakat, elle participe également à la fonction redistributive du système.

2. Les instruments de stabilisation des prix.

2.1. Les instruments classiques de stabilisation macroéconomique

Face à l'inflation, les autorités économiques disposent de plusieurs instruments visant à stabiliser les prix. La politique monétaire constitue le principal levier, reposant sur le contrôle de la masse monétaire et l'ajustement des taux d'intérêt (Blanchard & Johnson, 2013). En augmentant les taux d'intérêt, les banques centrales cherchent à réduire la demande globale en

freinant la consommation et l'investissement. Cependant, cette mesure peut freiner l'activité économique et engendrer du chômage.

La politique budgétaire représente un second instrument, fondé sur la gestion des dépenses publiques et de la fiscalité. Une politique budgétaire restrictive, caractérisée par une réduction des dépenses ou une augmentation des impôts, peut contribuer à diminuer la demande et à contenir l'inflation (Stiglitz, 2012). Toutefois, ces mesures peuvent également avoir des effets négatifs sur la croissance et l'emploi, et leur mise en œuvre est souvent sujette à des délais de transmission importants.

Malgré leur importance, ces instruments présentent des limites. Leur efficacité dépend du contexte économique et peut être réduite en cas de chocs externes ou de rigidités structurelles. De plus, leur mise en œuvre peut entraîner des coûts économiques et sociaux importants, notamment en termes de chômage et de réduction du pouvoir d'achat (Blanchard, 2017). Il en résulte une recherche croissante de solutions complémentaires ou alternatives capables de renforcer la stabilité des prix sans accentuer les déséquilibres sociaux.

Tableau N°1 : Instruments de lutte contre l'inflation et leurs limites

Instrument	Mécanisme	Limites principales
Politique monétaire	Contrôle de la masse monétaire ; variation des taux d'intérêt	Ralentissement de l'investissement et du crédit (Blanchard & Johnson, 2013)
Politique budgétaire	Ajustement des dépenses publiques et de la fiscalité	Effets retardés ; impact social négatif (Stiglitz, 2012)
Régulation des prix	Encadrement ou gel des prix dans certains secteurs	Distorsions de marché et contournements

Source : élaboration de l'auteur

2.2. La zakat comme instrument de stabilisation macroéconomique

Dans le cadre de l'économie islamique, la zakat constitue un instrument original de régulation économique fondé sur des principes de justice sociale et de redistribution des richesses. Elle se distingue des instruments traditionnels par son caractère obligatoire et par son orientation vers les catégories les plus vulnérables de la population (Chapra, 2000). En tant que prélèvement sur

la richesse accumulée, la zakat permet de mobiliser des ressources financières importantes susceptibles d'être réinjectées dans l'économie.

Dans une perspective contemporaine, la zakat peut être analysée comme un instrument économique susceptible de contribuer à la régulation des déséquilibres macroéconomiques. Plusieurs travaux mettent en évidence son potentiel en matière de réduction de la pauvreté, de stabilisation économique et de développement inclusif (Chapra, 2000). Son rôle dans la redistribution des revenus et la stimulation de la demande en fait un levier pertinent dans la gestion des déséquilibres économiques.

De plus, l'évolution des systèmes de gestion de la zakat, notamment à travers leur institutionnalisation et leur digitalisation, permet d'améliorer leur efficacité et leur transparence (Kahf, 1999). Dans certains pays comme la Malaisie et l'Indonésie, la zakat est intégrée aux stratégies de développement, illustrant son potentiel en tant qu'instrument de politique économique contemporaine.

Ainsi, la zakat apparaît comme un mécanisme hybride combinant des dimensions économiques, sociales et éthiques. Elle offre une alternative crédible aux instruments conventionnels de régulation macroéconomique, en particulier dans les contextes où les politiques traditionnelles montrent leurs limites (Iqbal & Mirakhor, 2011).

L'analyse du rôle de la zakat dans la stabilisation des prix nécessite la mobilisation d'un cadre analytique intégrant les interactions entre redistribution, demande globale et formation des prix. Dans une perspective macroéconomique, l'inflation résulte principalement d'un déséquilibre entre la demande agrégée et la capacité productive de l'économie (Blanchard, 2017). Dans ce cadre, la zakat peut être interprétée comme un mécanisme de correction des déséquilibres en agissant simultanément sur la structure de la demande et sur la circulation de la richesse (Chapra, 2000).

Contrairement aux instruments traditionnels, la zakat ne vise pas directement la contraction de la demande globale, mais plutôt son rééquilibrage. En transférant des ressources des agents à faible propension marginale à consommer vers ceux à forte propension, elle modifie la composition de la demande sans nécessairement générer une pression inflationniste excessive (Kahf, 1999). Ce mécanisme s'inscrit dans une logique proche du multiplicateur keynésien, dans laquelle la redistribution peut améliorer l'efficacité de la demande globale (Mankiw, 2018).

Par ailleurs, la zakat agit comme un instrument de régulation monétaire indirect. En imposant un prélèvement sur les actifs non productifs, elle incite les agents économiques à mobiliser leurs ressources, réduisant ainsi la thésaurisation et augmentant la vitesse de circulation de la monnaie (Chapra, 2000). Cette dynamique contribue à limiter les déséquilibres monétaires susceptibles d'alimenter les tensions inflationnistes et à renforcer la stabilité des prix.

2.3. Effet de la zakat sur l'équilibre macroéconomique des prix

2.3.1. Effet de la zakat sur la régulation de la masse monétaire

La zakat exerce un effet significatif sur la régulation de la masse monétaire en réduisant la concentration des liquidités entre les mains d'une minorité d'agents économiques. En l'absence de mécanismes redistributifs, une partie importante de la richesse peut être immobilisée sous forme de thésaurisation, ce qui limite la circulation monétaire et crée des déséquilibres dans l'économie (Kahf, 1999). En imposant un prélèvement obligatoire sur ces richesses, la zakat incite à leur mobilisation et à leur réintégration dans le circuit économique.

Ce processus contribue à l'augmentation de la vitesse de circulation de la monnaie, un facteur clé dans la détermination du niveau général des prix selon la théorie quantitative de la monnaie (Friedman, 1963). Toutefois, contrairement à une expansion monétaire exogène, la circulation induite par la zakat est accompagnée d'une redistribution ciblée, ce qui limite les risques de surchauffe inflationniste (Chapra, 2000). Ainsi, la zakat permet de concilier circulation monétaire et stabilité des prix.

En outre, la zakat contribue à limiter les excès de liquidité susceptibles d'alimenter des bulles spéculatives. En réduisant les incitations à la détention d'actifs improductifs, elle favorise une allocation plus efficiente des ressources vers des activités économiques réelles, renforçant ainsi la stabilité du système économique (Stiglitz, 2012).

2.3.2. Effet de la zakat sur l'équilibre offre – demande

L'un des mécanismes essentiels par lesquels la zakat influence l'inflation réside dans son impact sur l'équilibre entre l'offre et la demande. En transférant des ressources vers les ménages à faible revenu, elle augmente leur capacité de consommation, ce qui peut soutenir la demande globale (Mankiw, 2018). Toutefois, cet effet n'est pas nécessairement inflationniste, dans la mesure où il s'accompagne d'une amélioration de la structure de la demande.

En effet, les ménages bénéficiaires de la zakat orientent principalement leur consommation vers des biens essentiels, ce qui stimule la production dans des secteurs à forte intensité de main-d'œuvre (Chapra, 2000). Cette dynamique contribue à une augmentation de l'offre réelle, permettant d'absorber l'augmentation de la demande sans générer de pressions inflationnistes excessives. La zakat favorise ainsi une allocation plus équilibrée des ressources entre les différents secteurs de l'économie et réduit les déséquilibres structurels susceptibles d'alimenter l'inflation.

2.3.3. Effet de la zakat sur la réduction des pressions inflationnistes

L'impact de la zakat sur l'inflation doit être analysé à travers une approche globale intégrant ses effets sur la demande, l'offre et la distribution des revenus. En réduisant les inégalités, la zakat contribue à une meilleure répartition du pouvoir d'achat, ce qui limite les comportements spéculatifs et les distorsions de marché (Stiglitz, 2012). Cette redistribution permet de stabiliser les anticipations des agents économiques, un facteur essentiel dans la formation de l'inflation.

De plus, la zakat atténue les tensions inflationnistes structurelles en favorisant une utilisation plus efficiente des ressources. En encourageant l'investissement productif et en limitant la thésaurisation, elle contribue à une augmentation de l'offre potentielle, réduisant ainsi les pressions sur les prix (Chapra, 2000). Cette dynamique est particulièrement importante dans les économies en développement, où les contraintes d'offre jouent un rôle majeur dans la formation de l'inflation.

La zakat agit également en complément des politiques monétaires et budgétaires. En réduisant les déséquilibres structurels, elle permet aux autorités économiques de mener des politiques moins restrictives, limitant ainsi les coûts économiques associés à la lutte contre l'inflation (Blanchard, 2017). Cette complémentarité renforce l'efficacité globale des politiques de stabilisation et souligne l'importance d'intégrer la zakat dans un cadre institutionnel cohérent et bien gouverné.

L'efficacité de la zakat dépend toutefois de conditions institutionnelles spécifiques, notamment la transparence, la gouvernance et l'organisation des mécanismes de collecte et de distribution. Une gestion inefficace peut réduire son impact sur la stabilité économique, tandis qu'une institutionnalisation adéquate peut en faire un véritable levier de politique économique (Kahf, 1999).

Pour formaliser l'effet de la zakat sur la stabilité des prix, on peut utiliser un modèle macroéconomique simplifié inspiré du cadre keynésien. On considère une économie où le revenu global (Y) est donné par :

$$[Y = C + I]$$

où (C) représente la consommation globale et (I) l'investissement (Mankiw, 2018). La consommation peut être décomposée en deux catégories de ménages — riches et pauvres — comme suit :

$$[C = c_1 Y_1 + c_2 Y_2]$$

où (c_1) est la propension marginale à consommer des ménages riches, (c_2) la propension marginale à consommer des ménages pauvres et (Y_1) et (Y_2) leurs revenus respectifs. La zakat (Z) implique un transfert de richesse de (Y_1) vers (Y_2), de sorte que :

$$[Y_1' = Y_1 - Z]$$

$$[Y_2' = Y_2 + Z]$$

La nouvelle consommation totale devient alors :

$$[C' = c_1 (Y_1 - Z) + c_2 (Y_2 + Z) = C + (c_2 - c_1) Z]$$

La variation de la consommation globale est donc :

$$[C = (c_2 - c_1) Z]$$

Dans la mesure où ($c_2 > c_1$), la redistribution opérée par la zakat entraîne une augmentation de la consommation globale, renforçant ainsi la demande effective. Contrairement à une expansion monétaire classique, cette augmentation de la demande s'accompagne d'une redistribution des revenus et d'une amélioration de l'offre potentielle, ce qui limite les effets inflationnistes (Chapra, 2000). Ainsi, la zakat agit comme un mécanisme de stabilisation, permettant d'atteindre un équilibre entre croissance et stabilité des prix.

3. Comparaison des expériences internationales

Les effets stabilisateurs de la zakat peuvent être éclairés par l'examen des expériences de différents pays à majorité musulmane. En Malaisie, la zakat est gérée par des institutions étatiques au niveau des États fédérés et fait l'objet d'une centralisation progressive. Cette

centralisation a permis de renforcer la transparence des collectes et la traçabilité des fonds, tout en développant des programmes sociaux ciblés qui réduisent effectivement la pauvreté (Chapra, 2008). De plus, l'intégration de technologies numériques facilite la collecte et la distribution, augmentant la circulation de la richesse et limitant la thésaurisation (Kahf, 1999).

En Indonésie, la zakat est encadrée par des lois qui reconnaissent le rôle des organisations non gouvernementales tout en assurant un contrôle étatique. Les programmes de zakat y sont orientés vers le développement économique local : financement de microentreprises, soutien à l'éducation et à la santé des populations défavorisées. Ces programmes contribuent à dynamiser l'offre locale et à soutenir la demande, réduisant ainsi les pressions inflationnistes (Ahmed, 2004). Cependant, la fragmentation des organismes collecteurs peut nuire à l'efficacité globale et souligne l'importance d'une gouvernance coordonnée (Iqbal & Mirakhor, 2011).

Au Maroc, la zakat reste essentiellement un acte individuel, faute d'un cadre institutionnel structuré. Les propositions de création d'une institution de zakat visent à centraliser la collecte et à renforcer la transparence. Les études suggèrent qu'une telle institution pourrait améliorer la redistribution et contribuer à la stabilité macroéconomique en réduisant la pauvreté et en soutenant la consommation des ménages vulnérables (Chapra, 2000). Toutefois, des défis demeurent quant à la perception sociale de l'État et à la compatibilité avec le système fiscal existant.

Tableau N°2 : Comparaison des expériences internationales

Pays	Structure institutionnelle	Effets sur l'inflation	Observations	Source
Malaisie	Institutions étatiques centralisées, programmes sociaux et digitalisation	Réduction modérée de l'inflation grâce à la redistribution et à l'amélioration de la circulation monétaire	Transparence renforcée et participation accrue, mais nécessité d'une harmonisation entre États fédérés	(Chapra, 2008)

Pays	Structure institutionnelle	Effets sur l'inflation	Observations	Source
Indonésie	Encadrement légal, rôle des ONG et certaine fragmentation institutionnelle	Effet modéré sur l'inflation via le soutien à la demande et le financement de micro-projets	Défis de coordination et d'efficacité, importance d'une centralisation partielle pour renforcer l'impact macroéconomique	(Ahmed, 2004)
Maroc	Absence d'institution nationale, pratique principalement individuelle avec propositions de centralisation	Effets potentiels sur l'inflation encore non observés faute de cadre institutionnalisé	Défis politiques et sociaux liés à la perception de l'État et à l'intégration au système fiscal existant	(Iqbal & Mirakhor, 2011)

Source : élaboration de l'auteur

Conclusion

L'objectif de cet article était d'analyser le rôle de la zakat comme mécanisme de stabilisation macroéconomique et de lutte contre l'inflation dans un contexte marqué par l'instabilité des prix et les limites des politiques économiques traditionnelles. À travers une approche théorique, analytique et comparative, nous avons mis en évidence les canaux de transmission par lesquels la zakat influence la dynamique inflationniste : réduction de la thésaurisation, amélioration de la circulation monétaire, rééquilibrage de l'offre et de la demande, et diminution des inégalités.

L'analyse a montré que la zakat constitue un instrument économique pertinent permettant d'agir simultanément sur plusieurs déterminants fondamentaux de l'inflation. Elle favorise la circulation de la richesse en imposant un prélèvement sur les actifs improductifs, soutient la demande globale en transférant des ressources vers les ménages à forte propension marginale à consommer et contribue à l'équilibre macroéconomique en limitant les déséquilibres structurels. Ces effets combinés permettent de réduire les tensions inflationnistes sans recourir à des politiques restrictives qui pourraient pénaliser la croissance et l'emploi.

La comparaison des expériences internationales a confirmé que la zakat peut jouer un rôle significatif dans la stabilisation des prix et la réduction des inégalités, à condition qu'elle soit intégrée dans un cadre institutionnel efficace, transparent et digitalisé. Les études de cas de la Malaisie, de l'Indonésie et du Maroc montrent que la gouvernance et la centralisation de la zakat sont déterminantes pour son efficacité macroéconomique. Elles soulignent également l'importance d'aligner les programmes de zakat sur les priorités de développement national afin de maximiser leur impact sur l'offre et la demande.

Les résultats de cette étude confirment les hypothèses formulées : la zakat contribue à la stabilité des prix via la réduction de la thésaurisation, favorise l'équilibre offre-demande et agit comme un stabilisateur automatique. Elle peut ainsi être considérée comme un complément efficace aux instruments traditionnels de politique économique, à condition d'être mise en œuvre dans un cadre institutionnel transparent et bien gouverné.

Cependant, l'efficacité de la zakat dépend fortement de la qualité de sa gouvernance. Une gestion inefficace peut réduire son impact, tandis qu'une organisation transparente et centralisée permet de maximiser ses effets redistributifs et stabilisateurs. De futures recherches pourraient intégrer des analyses empiriques comparatives pour mesurer concrètement l'impact

de la zakat sur l'inflation dans différents contextes économiques et pour examiner la manière dont la digitalisation transforme les mécanismes de collecte et de distribution.

BIBLIOGRAPHIE

Ahmed, H. (2004). Role of Zakah and Awqaf in Poverty Alleviation. Islamic Research and Training Institute.

Ahmed, H. (2021). Role of Zakat and Awqaf in Poverty Alleviation and Social Finance. Islamic Economic Studies, 29(2), 141–156.

Ascarya, A. (2022). Islamic social finance and economic stability: The role of zakat in reducing socio-economic inequality. International Journal of Islamic Economics and Finance Studies, 8(1), 45–63.

BAZNAS. (2023). Indonesia Zakat Outlook 2023. National Board of Zakat Republic of Indonesia.

Blanchard, O. (2017). Macroeconomics (7th ed.). Pearson Education.

Blanchard, O., & Johnson, D. R. (2013). Macroeconomics (6th ed.). Pearson.

Chapra, M. U. (2000). The Future of Economics: An Islamic Perspective. The Islamic Foundation.

Chapra, M. U. (2008). The Islamic Vision of Development in the Light of Maqasid Al-Shariah. Islamic Research and Training Institute.

Dusuki, A. W. (2008). Banking for the poor: The role of Islamic banking in microfinance initiatives. Humanomics, 24(1), 49–66.

Friedman, M. (1963). Inflation: Causes and Consequences. Asia Publishing House.

International Monetary Fund (IMF). (2023). World Economic Outlook 2023: Navigating Global Divergences. IMF Publications.

Iqbal, Z., & Mirakhor, A. (2011). An Introduction to Islamic Finance: Theory and Practice. Wiley.

Ismail, A. G., & Shaikh, S. A. (2017). Role of Zakat in Sustainable Development Goals. International Journal of Zakat, 2(2), 1–9.

Kahf, M. (1999). The Performance of the Institution of Zakat in Theory and Practice. Islamic Research and Training Institute.

Krugman, P. (2020). *Arguing with Zombies: Economics, Politics, and the Fight for a Better Future*. W. W. Norton & Company.

Mankiw, N. G. (2018). *Principles of Economics* (8th ed.). Cengage Learning.

Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD). (2023). *OECD Economic Outlook 2023*. OECD Publishing.

Organisation of Islamic Cooperation (OIC). (2022). *Islamic Social Finance Report 2022*. OIC Publications.

Stiglitz, J. E. (2012). *The Price of Inequality*. W. W. Norton & Company.

United Nations Development Programme (UNDP). (2023). *Islamic Finance and Sustainable Development Report*. UNDP Publications.

World Bank. (2024). *Global Economic Prospects 2024*. World Bank Publications.

Yusoff, M. B. (2022). Zakat distribution, aggregate consumption and macroeconomic stability: Evidence from Malaysia. *Journal of Islamic Monetary Economics and Finance*, 8(3), 377–396.